



TOUS ENSEMBLE CONTRE LA CONSTITUTION GISCARD-CHIRAC !

Les adhérents du Parti socialiste se sont donc majoritairement prononcés pour la Constitution européenne que Chirac soumettra à Référendum en 2005.

Aussitôt le vote interne du PS connu, le résultat a été salué par la Sainte alliance de tous les chefs d'Etat d'Europe, par tous les partis de droite, venus au secours de Hollande et des partisans du Oui. Tous poussent un "ouf !" de soulagement : la majorité de la direction du PS reste raisonnable ! Elle ne viendra pas troubler la belle unanimité de toutes les forces pro-libérales qui veulent bâtir une Europe sur le modèle du libre commerce, étendu à toutes les activités humaines.

Mais rien n'est joué encore. Chez les militant(e)s et sympathisant(e)s socialistes, le débat a été clarificateur. Malgré la propagande et la dramatisation, le PS est divisé en deux. Déjà en 1992, Mitterrand et la direction du PS avaient voté pour le traité de Maastricht, qui, en créant l'euro, détruisait les budgets sociaux. Maastricht fut à deux doigts d'être rejeté en France. En 2005, il faudra rejeter cette Constitution libérale et antidémocratique. Et avancer vers une autre Europe.

IL FAUT DIRE NON AU LIBÉRALISME !

Le traité constitutionnel de Giscard, c'est la somme de tous les autres traités européens, qui soumettent le projet d'une construction européenne aux exigences des marchands, des multinationales.

Au lieu d'une Europe qui développe des services publics, des moyens de communication et de transport non polluants, nous avons l'Europe des privatisations, du marché privé de l'énergie et du téléphone, et bientôt de la santé, de la poste, de l'éducation.

Au lieu d'une Europe qui combatte le chômage et la pauvreté par la réduction généralisée du temps de travail et des créations d'emplois, par la garantie européenne de protections sociales, indexées sur les richesses, nous avons des directives qui accélèrent les licenciements, pratiquent le dumping social entre les Etats, flexibilisent le travail, abandonnent les chômeurs.

C'est à cette Europe-là, exigée par les patronats et la finance mondiale, que des mobilisations sociales et politiques ne cessent de se heurter : en France (1995, 2003), en Italie (grève générale la semaine dernière), en

Allemagne (mouvements de lutte contre les projets de destruction des droits de Schroeder), aux Pays-Bas (grève générale cet automne).

POUR LE NON, RASSEMBLONS LES SYNDICALISTES, LES ALTERMONDIALISTES, LA GAUCHE ANTI-LIBÉRALE !

La direction du Parti socialiste a une nouvelle fois préféré la gestion libérale de la société à une rupture avec la pensée unique dominante, en se rangeant derrière une politique contraire aux aspirations des peuples.

Cette Constitution ressemble bien plus aux accords commerciaux imposés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qu'à une véritable constitution démocratique et progressiste. Tout est fait dans ce texte pour laisser libre cours aux capitaux, aux financiers. Aucune des prétendues avancées sociales du traité (la Charte) ne peut empêcher le chômage de grandir, les Services publics d'être bradés, la Sécurité sociale d'être vendue aux fonds de pension ou aux assureurs. La direction de la Confédération européenne des syndicats (CES), dont l'approbation bruyante sert aussi de prétexte aux socialistes européens, rend un très mauvais service aux salariés du continent en se soumettant à cette politique de régression et en cherchant à entraîner ses adhérents (CFDT, CGT, FO) dans cette impasse.

C'est pourquoi il est nécessaire de rassembler les syndicalistes, les réseaux associatifs, les militants socialistes, communistes, écologistes et d'extrême-gauche, pour construire un front unitaire pour le NON de gauche à la Constitution, pour une autre Europe. Partout, rassemblons-nous autour de collectifs unitaires !

La Constitution Giscard ne doit pas passer !

Le 6 décembre 2004